



## Déclaration liminaire à la CAPD du 18 mars 2010

Sur fond de crise économique et sociale, au moment où la question des droits et des libertés se pose de manière fondamentale, l'école est toujours dans la tourmente de réformes précipitées et arbitraires.

Les 16.000 suppressions de postes prévues au budget 2010 auront encore bien des conséquences sur le développement de la précarité, sur les fermetures de postes, sur la scolarisation en maternelle, sur les remplacements (pour lesquels les annonces du ministre sont une provocation)...

Les réformes en cours dessinent un système éducatif libéral qui remet en cause les fondements même de l'école républicaine, laïque et égalitaire. Elles renforcent les inégalités et dénaturent les métiers de l'éducation.

La mise en œuvre à marche forcée du projet gouvernemental dit de « masterisation » condamne les lauréats du concours 2010 à assurer leur métier sans une véritable formation professionnelle, dans des conditions désastreuses : ce projet dégrade la formation des enseignants dans toutes ses dimensions (didactique, disciplinaire, professionnelle) et déstabilise les équipes enseignantes. L'année de fonctionnaire stagiaire telle qu'elle est conçue aggrave encore le dispositif. En l'état, elle amènera à sacrifier plusieurs générations d'élèves et ne peut qu'aboutir à un affaiblissement durable de la qualité du service public d'éducation.

Et que dire des formations master, des concours... hors de tout cadrage national ? Nous demandons l'abandon de cette réforme, le retrait des textes d'application concernant la formation et la remise à plat de l'ensemble de la réforme.

Le SNUipp 67 s'interroge toujours sur le devenir des RASED pour lesquels nous n'obtenons qu'une information parcellaire et opaque de la part de l'administration. Sur quelle aide peuvent compter les élèves en grande difficulté quand les maîtres E sont amenés faute de temps et de moyens à choisir entre le « saupoudrage » ou le rejet d'une grande partie des demandes ? N'est-il pas nécessaire d'envoyer plus de personnel en formation et que l'administration formule plus clairement ses attentes ?

Le climat dans les écoles est morose en ce printemps : beaucoup de déceptions, beaucoup de lassitude devant tant d'incompréhension, de manque d'ouverture et de dialogue de la part de l'institution.

Ce manque de confiance, de reconnaissance que perçoivent les enseignants se double d'une réelle inquiétude quand à leur devenir de fonctionnaire de l'Etat au moment où ce statut et ses acquis sont remis en cause et sacrifiés sur l'autel de la rentabilité. La culture, la justice, l'éducation... doivent-elles être rentables ?

C'est aussi pour défendre une certaine idée d'une société plus juste que nous appelons les enseignants à nous rejoindre dans le mouvement du 23 mars aux côtés de toute la fonction publique pour la défense des emplois, des salaires, des retraites.